



# Assemblée générale

Distr. générale  
21 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 136 de l'ordre du jour

**Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif  
et financier de l'Organisation des Nations Unies**

## Activités de la chaîne d'approvisionnement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

Conformément à la résolution [72/266 B](#) de l'Assemblée générale, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a été créé au sein du Département de l'appui opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Dans le présent rapport, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale des activités du Bureau à la suite de l'alignement complet de ses composantes, y compris les progrès réalisés en vue d'assurer une fonction de chaîne d'approvisionnement agile, réactive et responsable qui appuie correctement toutes les activités de l'Organisation en veillant à ce que les entités clientes du Secrétariat disposent, au moment voulu et à l'endroit voulu, des biens et services dont elles ont besoin, à un bon prix, de sorte qu'elles puissent s'acquitter de leur mandat de manière efficace et rationnelle, tout en veillant à la transparence et au respect du principe de responsabilité, en renforçant la coopération au sein du système des Nations Unies, et en tirant parti de l'innovation et de la technologie pour rationaliser les processus, gérer les risques et trouver des solutions responsables.

Le présent rapport reflète la structure linéaire actuelle de la chaîne d'approvisionnement mise en place par l'ONU, qui englobe la planification, l'approvisionnement, l'achat, la livraison et la facilitation ; souligne les initiatives transversales de la chaîne d'approvisionnement intégrée à ce jour, notamment son soutien de première ligne à l'action du Secrétariat face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; et présente les objectifs du Bureau pour la période à venir. En outre, les délégations de pouvoir supervisées par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité sont traitées, et les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires contenues dans son rapport [A/73/790](#), relatif au rapport du Secrétaire général sur les activités d'achats au Secrétariat de l'ONU ([A/73/704](#)), sont prises en compte.



## I. Introduction

1. La création du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Secrétariat au sein du Département de l'appui opérationnel en 2019, conformément à la résolution 72/266 B de l'Assemblée générale, traduisait la volonté de l'Organisation de fournir des services plus agiles, rentables, transparents et responsables à tous les bureaux du Secrétariat par l'identification, l'acquisition et la livraison de biens et de services. Dans cette nouvelle structure, la fonction d'achat constitue une composante de l'ensemble, et le présent rapport reflète donc les activités de toute la chaîne d'approvisionnement plutôt que les seules activités d'achat, en mettant en évidence les éléments essentiels que sont le service à la clientèle, les partenariats, l'agilité, la flexibilité et le règlement de problèmes, le tout reposant sur l'innovation et la technologie axées sur les données. La réalisation de cette mission a vu la clientèle du Bureau passer de 19 entités en 2019 à 35 en 2021, entités dont le nombre devrait en principe être porté à 45 en 2022.

2. Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement englobe la Division de la logistique, la Division des achats, le Service de la facilitation des opérations et de la communication, la Division de l'appui au personnel en tenue, la Section de la sécurité aérienne et le Centre de services mondial situé à Brindisi (Italie). La Division de la logistique comprend le Service de planification de la chaîne d'approvisionnement, le Service de l'appui à l'approvisionnement, le Service du transport aérien et la Section du contrôle des mouvements. La Division des achats est structurée autour du Service de l'appui aux technologies et aux infrastructures et du Service des transports et des approvisionnements essentiels, ainsi que de la Section de l'appui centralisé aux achats, qui se trouve au Centre de services régional d'Entebbe, en Ouganda. Le Service de la facilitation des opérations et de la communication est composé de la Section de la gestion de la performance, du Groupe de l'agrément des fournisseurs et de la communication et du Groupe des directives opérationnelles. Pris ensemble, les services du Bureau, en collaboration avec les fonctions correspondantes exercées au sein des entités clientes, forment la chaîne d'approvisionnement intégrée du Secrétariat. Le présent rapport décrit le processus de la chaîne d'approvisionnement et envisage l'achèvement de la transition vers une approche normalisée de la planification, de l'approvisionnement, de l'achat, de la livraison, de la restitution et de la facilitation, adaptée aux activités menées par l'ONU.

3. À bien des égards, le Bureau a été au cœur de nombreuses actions menées par le Secrétariat à l'échelle mondiale pour y maintenir sa présence afin de s'acquitter de sa mission. Face au contexte sans précédent de fermeture des frontières, de perturbation catastrophique de la chaîne d'approvisionnement et de demande intense de soins et de fournitures médicales liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Bureau a réagi en venant en aide aux membres du personnel civil et en tenue des Nations Unies. Cette riposte a constitué à la fois une activité majeure et un test de la nouvelle configuration intégrée. En conséquence, le présent rapport contient une section sur les mesures prises pour lutter contre la COVID-19. En raison de la diversité de ses clients, le Bureau est unique parmi les entités de la chaîne d'approvisionnement des organismes des Nations Unies en termes de gamme de biens et de services qu'il se procure et fournit. Nombre de ces biens et services sont livrés dans des conditions ardues, le long de vastes voies d'approvisionnement, dans des zones aux infrastructures fragiles et aux niveaux d'insécurité variables, où l'entrée transfrontalière est difficile et où la coopération avec les nations hôtes évolue. Le présent rapport traite également des responsabilités qui incombent au Bureau au titre de la chaîne d'approvisionnement régulière à l'appui des clients et partenaires

mondiaux, ainsi que des initiatives supplémentaires lancées au cours de la période considérée.

4. À l'avenir, le Bureau continuera à soutenir la riposte du Secrétariat à la pandémie de COVID-19 tout en maintenant le rythme de ses autres activités à travers le monde. Conformément à la vision du Bureau, qui consiste à obtenir des résultats et à apporter des améliorations continues en termes de rapidité et d'efficacité et à fournir le meilleur rapport qualité-prix dans ses services aux clients, le présent rapport se termine par une discussion prospective sur les objectifs de la chaîne d'approvisionnement dans un avenir proche.

## II. Réponse de la chaîne d'approvisionnement à la pandémie

5. Au début de la pandémie, la chaîne d'approvisionnement intégrée nouvellement établie a connu sa première épreuve majeure et montré qu'elle était capable de soutenir efficacement les entités clientes dans l'approvisionnement et la livraison des biens et services nécessaires pour qu'elles puissent rester sur place et s'acquitter de leurs mandats. Le Bureau a sans tarder pris contact avec tous les clients et le monde des affaires dès le début et ainsi pu atténuer et relever efficacement les défis. Une étude de l'incidence de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement a été promptement réalisée pour donner aux missions des orientations concernant les exigences de planification, le recensement rapide des besoins et la reconstitution des stocks afin de réduire les effets de la fermeture des frontières.

6. La poursuite de la collaboration entre les composantes et les parties prenantes externes du Bureau lui a permis de se procurer et de livrer les fournitures médicales, les consommables et les équipements requis sur un marché aux conditions extrêmement difficiles. L'unité de commandement et de vues et la décision rapide de centraliser les activités d'achat dans certains domaines ont également joué un rôle important qui a permis de s'assurer que le Bureau réponde aux exigences des missions sur le terrain et des autres clients en temps voulu et fournisse des biens et des services de haute qualité et d'un bon rapport qualité-prix. La Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) a joué un rôle essentiel, notamment dans la livraison des stocks pour déploiement stratégique d'équipements de protection individuelle et dans la consolidation des équipements médicaux et consommables récemment acquis.

7. Dès le départ, il était évident que les infrastructures de soins de santé existantes dans de nombreux pays, y compris les dispositifs d'évacuation médicale, n'étaient pas suffisantes et que la capacité de toutes les entités du système des Nations Unies de rester sur place afin de s'acquitter de leurs mandats était gravement compromise. Face à cette situation, le Bureau a joué un rôle de tout premier plan et fourni des compétences techniques à l'Équipe spéciale sans précédent des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19, qui a garanti la disponibilité de lits de soins intensifs dans des endroits à travers le monde pour les membres du personnel des Nations Unies remplissant les conditions requises, les personnes à charge et les principaux partenaires d'exécution qui sont tombés gravement malades sans avoir accès à des soins médicaux adéquats.

8. En tirant parti des compétences du Bureau en matière de services d'aviation et en établissant un partenariat étroit avec le Programme alimentaire mondial (PAM), une cellule aérienne conjointe a été créée à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour coordonner les services d'ambulance. Le Bureau a établi 16 contrats pour des services d'avion sanitaire et 14 d'affrètements aériens, tout en concluant des contrats avec des hôpitaux privés dans le monde entier. Au 15 décembre 2021, 347 évacuations médicales de personnes souffrant gravement de la COVID-19 avaient été effectuées. La Division de l'appui au personnel en tenue et la Section du

contrôle des mouvements ont également œuvré avec le Bureau des affaires militaires et la Division de la police à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une méthodologie de relève des contingents afin de contribuer à endiguer et à ralentir la propagation du virus, en veillant à ce que le personnel en tenue ne soit pas un vecteur de contagion, tout en continuant à s'acquitter des mandats essentiels de l'Organisation.

9. Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement s'est appuyé sur les compétences médicales de sa Section du soutien sanitaire et sur la capacité logistique de la Division de la logistique et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour acquérir et distribuer des équipements de protection individuelle, des équipements médicaux et des consommables sur le terrain, avec plus de 7,5 millions de dollars dépensés pour plus de 5 millions d'articles individuels. La capacité en matière de soins intensifs a été doublée dans toutes les missions de maintien de la paix, et des installations médicales supplémentaires ont été mises en place au sein des unités des pays fournisseurs de contingents dans la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, avec 12 lits supplémentaires de surveillance continue et du personnel spécialisé supplémentaire fourni par le gouvernement indien au niveau de chaque site. Des installations pour le personnel civil ont été créées dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS), la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Pour soutenir cet effort, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a obtenu et livré des respirateurs artificiels, des moniteurs de signes vitaux, des concentrateurs d'oxygène et des centres de production d'oxygène, ainsi qu'une myriade d'autres types d'équipements et de consommables.

10. En outre, le Bureau a supervisé l'identification et l'acquisition de matériel pour l'équipe spéciale chargée de la première ligne de maîtrise des risques à l'échelle du système des Nations Unies, qui a fourni des équipements de base pour la gestion des cas de COVID-19 dans les lieux où les Nations Unies n'ont pas d'installations médicales, principalement par l'intermédiaire des équipes de pays des Nations Unies, et pour la mise au point de lots pour soins individuels à domicile et de lots de matériel destiné à la prestation de soins prolongés. Au 1<sup>er</sup> octobre 2021, le Bureau avait, par l'intermédiaire de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, déployé quelque 109 lots pour soins à domicile dans 29 pays et quatre lots de matériel destiné à la prestation soins prolongés dans trois pays.

11. Le Bureau a joué un rôle clé dans l'installation du centre de traitement de la COVID-19 de 100 lits mis en place par l'ONU à Nairobi, notamment en donnant des conseils sur la conception de l'hôpital, l'équipement médical, les consommables et les besoins en personnel. Sur la base d'une analyse des besoins des clients qu'il a effectuée, le Bureau a, après les avoir déterminés, acheté et livré une grande partie de l'équipement nécessaire à la mise en place des 15 premiers lits de soins intensifs et des 40 premiers lits de degré de soins moyen, doublant ainsi la capacité de soins intensifs dans toutes les missions de maintien de la paix. La disponibilité des équipements de test diagnostique pour le dépistage de la COVID-19 a été un défi mondial dès le début de la pandémie. Naviguant dans une mêlée d'entités nationales publiques et privées aux prises avec un marché mondial aux approvisionnements insuffisants, le Bureau a obtenu un approvisionnement en thermocycleurs ou machines d'amplification en chaîne par polymérase (PCR) et les a livrés aux clients au deuxième trimestre de 2020. Au 1<sup>er</sup> novembre 2021, le Bureau avait obtenu et distribué 93 thermocycleurs, 127 500 tests, 150 000 kits de tests sérologiques et 40 000 kits de tests antigéniques. Le Bureau a également établi un contrat à long terme

d'acquisition de machines PCR, qui permettent de diagnostiquer diverses affections, et acheté et livré un grand nombre de technologies de dépistage plus simples, qui sont également utilisées au Siège.

12. Au début de l'année 2021, lorsque les premiers vaccins ont été approuvés au titre du protocole OMS d'autorisation d'utilisation d'urgence pour la protection contre les maladies graves et les décès dus à la COVID-19, il a fallu mettre en place un mécanisme similaire à celui de l'Équipe spéciale des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 pour coordonner l'approvisionnement, la distribution et l'administration des vaccins au personnel des Nations Unies dans les endroits où les programmes de vaccination nationaux n'étaient pas en mesure de prêter assistance. Un programme de vaccination contre la COVID-19 à l'échelle du système des Nations Unies, dirigé par le Bureau, qui a réuni 32 entités du système des Nations Unies pour soutenir leur personnel, les personnes à leur charge et leurs partenaires, a été mis en place à cette fin. Ce programme a tiré parti du réseau des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des vastes compétences du Bureau en matière d'achats et du réseau des directrices et directeurs médicaux des Nations Unies pour se procurer, transporter et administrer des vaccins aux équipes de pays des Nations Unies dans le monde entier. Le Bureau a établi des contrats d'approvisionnement conditionnel pour la mise à disposition d'équipes de vaccination lorsque celles-ci étaient nécessaires pour soutenir les efforts des équipes de pays des Nations Unies. En décembre 2021, le Bureau avait distribué plus de 350 000 doses de vaccin au personnel civil et en tenue des Nations Unies dans 69 pays, ainsi que les consommables associés. En ce qui concerne les vaccinations du personnel en tenue, le Bureau a aidé un groupe informel d'amis réuni en janvier 2021 à déterminer la voie à suivre quant aux vaccins autorisés, aux vaccinations sur le théâtre des opérations et avant le déploiement, ainsi qu'aux processus législatifs applicables. Ils étaient au total 38 États Membres à faire partie du groupe d'amis.

13. À l'appui de cette approche systémique, le Bureau a pu assurer l'élaboration, la formation et le soutien d'une plateforme de vaccination à l'échelle du système, en fournissant un mécanisme transparent permettant de fixer des rendez-vous, classer par ordre de priorité les candidats au vaccin, préserver la confidentialité et stocker les dossiers de vaccination dans les 32 entités participantes et documenter l'administration des doses de vaccin.

14. L'apparition inattendue de la pandémie a mis à l'épreuve la chaîne d'approvisionnement mondiale, qui a démontré son agilité, son efficacité et sa réactivité, ainsi que les possibilités de développement ultérieur. Le Bureau a dû trouver d'urgence des solutions techniques destinées à répondre à une nouvelle gamme d'exigences imprévues, les obtenir au nom de tous les clients et les offrir en temps opportun. Dans le même temps, il lui fallait garantir la résilience de la chaîne d'approvisionnement et l'approvisionnement et la livraison de fournitures et de services de soutien aux entités clientes pour assurer la continuité de leurs opérations. La crise a suscité un degré d'incertitude sans précédent dans les chaînes d'approvisionnement traditionnelles, ce qui a bouleversé les tendances historiques et les modèles de dépenses utilisés pour l'analyse des prévisions. Nombre des contributions relevées ci-dessus à la réponse du Secrétariat continuent d'être recueillies et ont été apportées par le personnel du Bureau, qui a eu essentiellement à cumuler des fonctions tout en poursuivant l'exercice de ses propres. L'achat centralisé d'articles stratégiques lors d'une urgence mondiale et les procédures d'achat d'urgence confiées au Bureau, qui ont été activées en mars 2020 pour tous les produits de base, ont été des facilitateurs essentiels de la réponse de la chaîne d'approvisionnement. Des biens et services essentiels d'un montant total d'un peu moins de 85 millions de dollars avaient été obtenus au moyen de plus de 80 opérations d'achat à la fin du mois d'octobre 2021 (voir tableau 1).

Tableau 1  
**Valeur des biens et services essentiels obtenus par des procédures de passation de marchés d'urgence de mars 2020 à octobre 2021**  
 (En dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Volume</i>
Aviation	46 102 887,00
Soins de santé	23 469 275,51
Travaux de génie et d'infrastructure	8 197 231,27
Installations et construction	5 200 000,00
Communications et technologie	1 005 000,00
Expédition de fret	213 245,18
<b>Total</b>	<b>84 187 638,96</b>

### III. Activités actuelles de la chaîne d'approvisionnement

#### A. Dépenses et tendances de la chaîne d'approvisionnement

15. Tout au long de la pandémie, le Bureau a continué à gérer la chaîne d'approvisionnement mondiale du Secrétariat en biens et services. Le Secrétariat de l'Organisation gère des opérations d'achat parmi les plus importantes et les plus complexes du système des Nations Unies, dont la valeur totale a atteint 2,7 milliards de dollars en 2020 et 2,9 milliards en 2019. En 2020, les technologies de l'information et des communications sont devenues le domaine de dépenses le plus important (394 millions de dollars), suivi par les transports aériens (371 millions de dollars), l'alimentation et la restauration (369 millions de dollars), le carburant (343 millions de dollars) et le bâtiment et la construction (289 millions de dollars). Ces cinq principaux groupes de produits ont toujours figuré parmi les principaux produits achetés par le Secrétariat au cours des cinq dernières années, représentant 65,31 % du total des achats en 2020, contre 62,58 % en 2019. En raison des contraintes liées à la COVID-19 sur certains mouvements aériens en 2020, le transport aérien a diminué, alors qu'il était auparavant la catégorie de dépenses la plus élevée depuis 2011. Voir l'annexe I pour une analyse détaillée des dépenses de la chaîne d'approvisionnement.

#### B. Gestion par catégorie

16. Comme mentionné dans le rapport du Secrétaire général sur les activités d'achats au Secrétariat de l'ONU ([A/73/704](#)), le Secrétariat met en œuvre la gestion par catégorie pour élaborer des stratégies spécifiques au marché en fonction des besoins du Secrétariat. En mai 2019, le Secrétariat a adopté un modèle de gouvernance de la gestion par catégorie et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, a promulgué des directives complètes à l'intention des clients, englobant un modèle opérationnel et des processus connexes. La gestion par catégorie intègre les nouveaux modèles d'activité dans l'analyse par catégorie et les recommandations de mise en œuvre, tandis que les achats continueront d'être régis par les principes d'achat adoptés par l'Assemblée générale.

17. Chaque équipe de gestion par catégorie comprend des spécialistes des produits et de l'approvisionnement ainsi que des représentants des clients. Le modèle opérationnel comporte une analyse englobant les aspects réglementaires, l'assurance

de l'approvisionnement, la qualité, le service, les coûts et l'innovation au service de l'élaboration de la stratégie. Les stratégies sont destinées à intégrer le coût total de possession dans leur analyse et leurs recommandations. Elles viennent compléter l'objectif du Secrétaire général de rapprocher l'autorité du point d'exécution du mandat en permettant aux entités d'exercer leurs délégations de pouvoir en matière d'achats avec des conseils et des recommandations adaptés, le cas échéant.

18. Chaque stratégie de gestion par catégorie comprend des indicateurs de performance clés spécifiques pour mesurer le succès de la mise en œuvre de la stratégie. L'implication permanente de la gestion par catégorie dans la gouvernance des données améliorera considérablement la qualité desdites données, la qualité du service aux entités soutenues et la normalisation des processus, le cas échéant.

19. Les efforts de gestion par catégorie seront intégrés dans les opérations par la création de communautés de pratique pour les catégories clés. Le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion a formellement adopté un appel à l'action proposé par le Bureau pour utiliser les compétences en matière de gestion par catégorie dans l'ensemble du système des Nations Unies. Le groupe de travail sur l'harmonisation du Comité a été chargé de proposer des rôles de direction par catégorie pour les divers organismes, fonds et programmes.

20. Au total, 40 catégories ont été établies dans huit domaines d'activité, pour lesquels 31 stratégies par catégorie ont été approuvées au cours des deux dernières années. Il est important de noter que plusieurs des responsables de catégorie viennent d'en dehors du Bureau, notamment de l'Office des Nations Unies à Genève, de l'Office des Nations Unies à Vienne et des missions sur le terrain, ce qui permet de tirer parti des meilleures compétences disponibles là où elles existent. Les stratégies de gestion par catégorie des neuf autres catégories seront élaborées en 2022. La gestion par catégorie est désormais intégrée dans tous les aspects de la planification, de l'approvisionnement et de l'analyse de la chaîne d'approvisionnement, servant de cadre stratégique qui éclaire les décisions tactiques du Siège et des clients.

## C. Planification

21. Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a établi un cadre de planification de la chaîne d'approvisionnement qui garantit l'intégration horizontale et verticale des fonctions, des processus et des parties prenantes de la planification de la chaîne d'approvisionnement aux niveaux local, régional et mondial. Le cadre soutient le plan de la chaîne d'approvisionnement mondiale, qui offre une vue d'ensemble de la demande mondiale de biens et de services et permet de déterminer les options d'approvisionnement optimales et les possibilités de fournir des solutions plus efficaces et efficientes pour satisfaire les besoins des clients.

22. Le plan mondial de la chaîne d'approvisionnement pour 2021-2022 a été élargi pour intégrer tous les bureaux hors Siège et les commissions régionales, en plus des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales. Les besoins mondiaux de biens et de services sont saisis dans 28 313 lignes de demande, avec une valeur totale de 2,457 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> juin 2021.

23. Le Bureau a introduit un processus amélioré pour l'examen du plan annuel de la chaîne d'approvisionnement mondiale, qui est mené par des groupes de travail interfonctionnels composés de spécialistes des achats et d'experts techniques, sur la base de la gestion par catégorie. Cet examen structuré permet d'élaborer et de trouver les meilleures solutions d'approvisionnement possibles pour répondre à la demande des clients à partir d'un portefeuille d'instruments contractuels facilement disponibles, y compris les contrats-cadres mondiaux et régionaux, les lettres



d'attribution, les accords de reconnaissance mutuelle et les mémorandums d'accord avec les États Membres et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Un résultat notable de cet examen a été la satisfaction de 329,2 millions de dollars de la demande totale prévue à partir des stocks ou réserves existants, évitant ainsi des dépenses supplémentaires.

24. Pour faciliter la collaboration avec les clients au cours du cycle de planification, le Bureau a introduit un processus intégré de planification des activités afin d'examiner et de garantir la pertinence des plans, de les adapter aux activités spécifiques mandatées, d'identifier les problèmes, de proposer des solutions pour relever les défis et atténuer les risques. En 2021, le Bureau a organisé 175 réunions de planification intégrée des activités avec ses clients dans différentes parties du monde.

25. Le cadre de planification de la chaîne d'approvisionnement prévoit des solutions d'analyse de la planification et d'informatique décisionnelle qui permettront d'analyser les tendances de la demande sur une période de cinq ans, un catalogue en ligne des instruments contractuels gérés de manière centralisée, la cartographie du réseau de livraison et des tableaux de bord pour le suivi de la mise en œuvre du plan. Le catalogue en ligne des contrats mondiaux, régionaux, clés en main et locaux offre une vue intégrée de la demande historique, actuelle et prévue et des données sur les sources d'approvisionnement afin de fournir des renseignements exploitables pour des décisions d'approvisionnement optimales pour les clients et la planification stratégique au Siège. Le calendrier des appels d'offres intégrés dans le catalogue en ligne a été introduit afin de donner une vue d'ensemble des appels d'offres en cours et à venir.

26. La fonction de planification des livraisons effectue une cartographie complète du réseau de livraison de la chaîne d'approvisionnement, assure une approche dynamique de la planification et de l'exécution des déploiements et des relèves des contingents militaires et des effectifs de police, et détermine les possibilités de services de livraison plus efficaces, y compris l'utilisation de contrats mondiaux de fret. La planification de la chaîne d'approvisionnement pour le cycle 2022-2023 sera effectuée dans la nouvelle solution Umoja-Extension 2, à savoir l'outil de planification de la chaîne d'approvisionnement, qui est en phase finale de déploiement.

## **D. Approvisionnement**

### **Recherche de fournisseurs**

27. Le Secrétariat s'engage à maximiser les possibilités et la diversité dans sa base de fournisseurs. Depuis 2016, le pourcentage des achats du Secrétariat auprès des pays les moins avancés, des pays en transition et des pays en développement n'a cessé d'augmenter (voir tableau 2). Les achats effectués dans ces pays sont passés de 55,37 % du volume total en 2016 à 61,5 % en 2020, dépassant ainsi les ratios de l'ensemble du système des Nations Unies. Le rapport statistique annuel sur les activités d'achat des entités des Nations Unies en 2020 montre que 60,38 % du volume total des achats du système des Nations Unies ont été effectués auprès des groupes de pays susmentionnés. Le Bureau a également souligné la nécessité d'inviter les fournisseurs de ces groupes aux procédures d'appel d'offres, le nombre total de fournisseurs invités étant passé de 58,97 % en 2016 à 68,38 % en 2020.



Tableau 2

**Évolution du volume et du pourcentage des achats effectués auprès des pays industrialisés et des pays les moins avancés, des pays en transition et des pays en développement**

Année	<i>Achats effectués dans les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés</i>		<i>Pays industrialisés</i>		<i>Total (en milliards de dollars des États-Unis)</i>
	<i>Volume (en milliards de dollars des États-Unis)</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Volume (en milliards de dollars des États-Unis)</i>	<i>Pourcentage</i>	
2016	1,79	55,37	1,44	44,63	3,23
2017	1,84	60,07	1,23	39,93	3,07
2018	1,83	60,52	1,19	39,48	3,03
2019	1,80	60,98	1,15	39,02	2,96
2020	1,66	61,50	1,04	38,50	2,71

### **Agrément des fournisseurs**

28. Le Bureau a simplifié la procédure d'agrément des fournisseurs en la rendant plus souple. Parmi les mesures prises figurent notamment le relèvement du seuil d'agrément de base sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, qui passe de 40 000 à 150 000 dollars, l'augmentation des pouvoirs du Service de la facilitation des opérations et de la communication pour répondre aux besoins urgents d'approbations spéciales de l'agrément des fournisseurs, l'automatisation de la demande d'approbations spéciales de l'agrément des fournisseurs et la possibilité pour les fournisseurs de soumettre les documents justificatifs requis au titre de l'agrément dans les six langues officielles.

29. Le nombre de fournisseurs inscrits sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies auprès du Secrétariat continue de s'accroître. Depuis la fin de 2020, où 244 526 fournisseurs étaient agréés, un total de 280 408 se sont inscrits. La proportion de fournisseurs inscrits originaires de pays en développement et en transition a légèrement augmenté au cours de la période considérée, pour constituer 78 % en 2021. Au total, 21 532 entreprises appartenant à des femmes sont inscrites auprès du Secrétariat, dont 6 % proviennent de pays en développement ou en transition.

30. Le Bureau s'est efforcé de relever le nombre de prestataires de services aériens agréés grâce à une communication ciblée et a, avec le concours du Service des transports aériens et de la Section de la sécurité aérienne, rationalisé les critères techniques en matière d'agrément pendant la pandémie de COVID-19. Depuis janvier 2019, 38 nouveaux opérateurs aériens, dont 20 opérateurs d'évacuation sanitaire aérienne, ont été agréés, dont 32 % se sont vus attribuer des marchés.

### **Communication avec les fournisseurs**

31. Les activités de communication auprès des fournisseurs visent à donner aux intéressés, y compris les membres compétents mais défavorisés de la communauté, l'occasion de participer aux activités d'achat. Outre les séminaires traditionnellement organisés à l'intention des entreprises en consultation avec les États Membres, le champ des activités s'est élargi à des manifestations axées sur l'agrément des fournisseurs susceptibles de soutenir la mise en œuvre de nouvelles stratégies de gestion par catégorie. Sur demande, le Bureau fournit une formation aux États Membres pour les aider à faciliter l'agrément des fournisseurs. Des séminaires

d'entreprises et des possibilités de formation sont actuellement proposés de manière virtuelle. Le tableau 3 donne une vue d'ensemble des séminaires d'entreprises proposés par le Secrétariat pendant la période de référence.

Tableau 3

**Séminaires en présentiel et webinaires organisés par le Secrétariat à l'intention des entreprises de 2019 à 2021**

<i>Année</i>	<i>Orientation ou lieu du séminaire d'entreprise</i>	<i>Nombre d'activités</i>
2019	Pays en développement/en transition	26
	Pays industrialisés	19
<b>Total, 2019</b>		<b>45</b>
2020	Pays en développement/en transition	21
	Pays industrialisés	17
	Activités régionales à l'intention des pays en développement	1
	Séminaire d'entreprise par catégorie	1
<b>Total, 2020</b>		<b>40<sup>a</sup></b>
2021	Pays en développement/en transition	28
	Pays industrialisés	13
	Activités régionales à l'intention des pays en développement	14
	Séminaire d'entreprise par catégorie	4
<b>Total, janvier-novembre 2021</b>		<b>59<sup>b</sup></b>

<sup>a</sup> Y compris huit séminaires WEConnect International axés sur les entreprises appartenant à des femmes.

<sup>b</sup> Y compris 20 séminaires WEConnect International axés sur les entreprises appartenant à des femmes.

32. Le Secrétariat a mis en place une série d'indicateurs de performance clés pour déterminer le degré d'efficacité des séminaires d'entreprises, en mettant l'accent sur la diversité des fournisseurs issus de pays en développement et en transition, ainsi que sur les entreprises détenues par des femmes et celles qui tiennent compte du handicap. Selon ces indicateurs, le pourcentage d'invitations adressées aux fournisseurs agréés des pays en développement et en transition à soumissionner a augmenté, passant de 66 % en 2019 à 69 % en 2021. Les résultats d'une enquête de satisfaction menée auprès des participants au séminaire d'entreprise nouvellement introduit dans toutes les langues officielles indiquent que 84 % d'entre eux n'avaient jamais pris part à une procédure de passation de marché avec l'ONU par le passé, et 72 % ont déclaré avoir mieux compris comment faire des affaires avec l'ONU grâce au séminaire.

33. Les activités de communication menées auprès des fournisseurs ne se limitent pas aux séminaires d'entreprises, mais englobent également le multilinguisme, la promotion des entreprises appartenant à des femmes et à des personnes handicapées, ainsi qu'une série de programmes de soutien, tels que la formation au renforcement des capacités, l'accès accru aux données sur les marchés publics et l'échange d'informations. Conformément à la résolution 72/234 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'ONU a été invitée à intégrer une perspective de genre et à poursuivre l'égalité des sexes dans ses travaux, y compris en ce qui concerne le soutien à l'accès des femmes à des débouchés économiques, le Bureau a mis en œuvre un programme de sensibilisation visant à impliquer les entreprises appartenant à des femmes. Dans

le cadre de ce programme, le Bureau a établi un partenariat avec WEConnect International, une organisation non gouvernementale. Le premier séminaire d'entreprise de WEConnect International s'est tenu en Turquie en 2019. Le programme a été étendu à 20 séminaires d'entreprises en 2021, ainsi qu'à 10 possibilités de formation pour les entreprises appartenant à des femmes, couvrant une série de thèmes liés au renforcement des capacités. En outre, le Secrétariat s'est associé à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour présenter aux entrepreneurs les principes d'autonomisation des femmes, qui constituent un cadre solide pour soutenir les fournisseurs qui œuvrent pour l'égalité des sexes sur les lieux de travail, sur les marchés et au sein des communautés.

34. Le Bureau a adopté une approche multilingue de l'agrément et de la communication, comme en témoigne la traduction du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies en français et en espagnol, l'acceptation des demandes d'agrément et des documents justificatifs dans toutes les langues officielles et la traduction d'autres formulaires et annonces de débouchés. Il a également introduit l'obligation d'indiquer dans le plan de sélection des fournisseurs le nombre de fournisseurs invités à soumissionner provenant : a) de pays en développement et en transition ; b) les entreprises appartenant à des femmes ; et c) les entreprises intégrant le handicap.

35. Pour plus de transparence et d'inclusivité, les procédures d'ouverture des plis, qui se déroulaient auparavant en personne, sont désormais menées virtuellement, et les pages consacrées aux adjudications sur le site Web de la Division des achats ont été améliorées pour inclure les adjudications de toutes les entités du Secrétariat.

36. Conformément à la résolution 74/144 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a demandé au système des Nations Unies d'accélérer l'intégration pleine et effective de l'inclusion des personnes handicapées dans les travaux de l'Organisation, notamment en mettant en œuvre la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion des personnes handicapées, les activités de communication menées auprès des fournisseurs sont également axées sur la promotion des entreprises qui prennent en compte le handicap. Le Bureau collabore avec le groupe de travail sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion pour promouvoir l'intégration du handicap, notamment par des politiques d'achat garantissant que le processus est accessible à tous. Le Manuel des achats a été mis à jour pour inclure l'amélioration des normes de performance des Nations Unies en matière de handicap, notamment en exigeant des bureaux demandeurs qu'ils s'assurent, dans la limite du raisonnable, que les considérations d'accessibilité sont prises en compte dans la définition des besoins et que les nouvelles acquisitions ne créent pas d'obstacles pour les personnes handicapées.

### **Recherche de fournisseurs par catégorie**

37. Si les entités du Secrétariat disposent de pouvoirs accrus en matière d'achat de biens et de services essentiels à l'exécution des mandats, certaines catégories bénéficient de solutions d'approvisionnement mondiales ou nécessitent des compétences spécifiques en raison de considérations d'ordre stratégique ou réglementaire. En collaboration avec la Division des achats, le Service de l'appui à l'approvisionnement, le Service des transports aériens et la Section du contrôle des mouvements de la Division de la logistique mettent en œuvre les solutions appropriées lorsqu'une approche globale ou centralisée est la plus avantageuse.

38. À cet égard, le Bureau trouve les solutions nécessaires dans les catégories du génie, du soutien médical, des parcs de véhicules, des rations, du carburant et des fournitures générales. Les besoins de plusieurs clients sont satisfaits par l'établissement et l'administration d'environ 100 contrats-cadres mondiaux et

30 contrats clés en main à tout moment, le tout dans le cadre de stratégies de gestion par catégorie pertinentes.

39. Pour illustrer la diversité des marchandises achetées, au cours de l'exercice 2020/21, plus de 73 000 tonnes de rations alimentaires composées de 524 produits distincts, 186 millions de litres de diesel et près de 70 millions de litres de carburant Jet A1 ont été achetés, ainsi que 516 véhicules, dont 50 véhicules blindés, 84 camions, 6 autobus et 5 chariots élévateurs, et 117 respirateurs artificiels pour les unités de soins intensifs.

40. Le Bureau fournit des compétences techniques à tous les clients et soutient la stratégie environnementale du Département de l'appui opérationnel et la Stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies en fournissant des solutions d'approvisionnement liées à l'ingénierie pour les neuf catégories d'ingénierie, en mettant l'accent sur les options innovantes et durables, notamment les sources d'énergie renouvelables et le traitement des eaux usées. Le projet relatif aux installations et infrastructures des missions entrepris dans le cadre de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix accroît leur participation et leur rétention dans les missions et améliore les conditions générales de travail et de vie ainsi que la sécurité du personnel sur le terrain. Le Bureau assure la liaison entre le Département de l'appui opérationnel et le Département des opérations de paix pour les questions liées au génie, y compris les unités de génie des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, et avec le système de gestion à distance des infrastructures sur le terrain Unite pour l'application intensive de l'innovation et de la technologie au matériel de génie utilisé dans les missions sur le terrain.

41. La composante services médicaux du Bureau se concentre sur la recherche et la gestion de contrats-cadres pour le matériel et les services de santé, y compris les équipements médicaux, les consommables, les produits pharmaceutiques et les services hospitaliers. De mars 2020 à la mi-2021, la Section du soutien sanitaire a joué un rôle déterminant dans la riposte face à la pandémie, comme indiqué ci-dessus. En outre, le Bureau a soutenu ses clients à l'aide de contrats-cadres d'une valeur de près de 4 millions de dollars pour du matériel médical. Au cours des deux prochaines années, le Bureau orientera les efforts de la Section vers l'élaboration de stratégies à long terme pour la passation de marchés de matériel sanitaire et vers une collaboration accrue entre les entités des Nations Unies en matière d'approvisionnement médical, en s'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie.

42. Dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement intégrée, le Bureau a établi et maintenu 62 contrats commerciaux et 19 lettres d'attribution pour des services d'aviation militaire dans 18 différentes entités sur le terrain. Ces contrats et accords prévoient une flotte de 50 hélicoptères, 40 aéronefs à voilure fixe et plusieurs actifs aériens sous contrat selon les besoins, comme les services d'évacuation par avion sanitaire. Le Bureau, par l'intermédiaire de son Centre stratégique des opérations aériennes, a contrôlé 5 637 heures de vol, 159 évacuations sanitaires liées à la COVID-19 en coordination avec l'OMS, 17 évacuations sanitaires non liées à la COVID-19 en soutien aux entités sur le terrain et d'autres soutiens aux clients du Département de l'appui opérationnel, y compris la coordination et l'exécution de 55 vols hors de la zone des missions et 21 vols d'appui aérien stratégique<sup>1</sup>. Dans le domaine des systèmes de drones et du renseignement, de la surveillance et de la

<sup>1</sup> Les vols d'appui aérien stratégique comprennent des vols de transport de personnalités, notamment dans le cadre de missions de bons offices auprès de la République arabe syrienne, du soutien apporté au Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et de la relocalisation du personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, le tout coordonné par le Centre stratégique des opérations aériennes avec le client.

reconnaissance, le Bureau a établi plusieurs contrats commerciaux et lettres d'attribution à l'appui des clients. Il a également contribué à l'acquisition et la gestion de matériel appartenant aux contingents et à l'ONU, de systèmes de drones et d'autres types de matériel de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. Au total, 458 systèmes de drones sont actuellement utilisés par l'ONU sous différentes formes.

43. À l'appui de sa fonction d'exécution, le Bureau a généré 89 contrats de transport de fret commercial à court terme de juillet 2020 à juin 2021, d'une valeur de 48 millions de dollars, en plus de huit contrats de transport de fret commercial mondial à long terme qui ont été établis en septembre 2021. Le Bureau a également travaillé en étroite collaboration avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police sur les mouvements de leur personnel et de leur fret par voie de lettres d'attribution, négociant 32 lettres d'attribution pour des services de transport de fret d'une valeur de 12 millions de dollars et 109 lettres d'attribution pour des mouvements de passagers d'une valeur de 44,9 millions de dollars au cours de la même période.

## E. Achats

44. La délégation des pouvoirs en matière d'achats à chaque chef d'entité a permis de rendre le Secrétariat plus agile. Cette mesure a été particulièrement importante pour les organisations basées sur le terrain qui disposent du cadre et des ressources nécessaires pour entreprendre des activités d'achat et prendre des décisions au sein de leurs délégations sans avoir à consulter le Siège.

45. Des pouvoirs accrus ayant été délégués aux missions sur le terrain, le Bureau s'est concentré sur l'amélioration de la fourniture de biens et de services stratégiques, qui continuent d'être sous-traités au niveau central en raison de leur coût d'investissement élevé, de leur risque et de leur complexité, comme indiqué à l'annexe II. Ces capacités et compétences ont été absolument nécessaires au succès de la riposte du Secrétariat à la COVID-19.

46. Toutes les entités sont autorisées à passer des marchés pour des biens et des services qui sont inférieurs aux seuils énumérés dans la matrice de délégation des pouvoirs pour les biens et services stratégiques et pour tout bien et service qui n'y figure pas. Une délégation des pouvoirs pour les achats locaux est requise dans les cas où les entités souhaitent procéder à des achats de biens et services classés comme étant stratégiques. En offrant ces services d'appui centralisés aux entités du Secrétariat, le Bureau a traité 87 demandes de délégation de pouvoirs pour les achats locaux de biens et de services.

47. La Section de l'appui centralisé aux achats de la Division des achats, située au sein du Centre de services régional d'Entebbe, fournit un appui aux entités clientes régionales, notamment pour répondre aux besoins d'appui et de renfort des grandes missions et pour aider les clients dont les capacités d'achat sont insuffisantes. Elle coordonne également les activités d'ouverture des plis, organise des séminaires d'entreprises et des activités de communication auprès des fournisseurs pour attirer ceux des pays en développement et en transition, et aide à leur agrément. En outre, elle est pleinement intégrée dans la mise en œuvre de la gestion par catégorie et est l'entité chef de file pour la catégorie du matériel et des fournitures de bureau.

48. La Section est désormais plus étroitement alignée sur les branches régionales opérant à partir d'Entebbe et a établi un partenariat avec le Centre de déploiement et de soutien avancés dans les domaines de l'expédition de marchandises, de la tarification des stocks pour déploiement régional dans le cadre des stocks stratégiques pour déploiement rapide et de l'aide aux missions régionales en matière de sous-

traitance de services logistiques. Dans le prochain cycle budgétaire, il est prévu que la Section soit désignée administrativement comme unité hébergée dans le Centre de services régional d'Entebbe et rattachée hiérarchiquement au Bureau.

## **F. Prestation de services**

49. Le Bureau établit des contrats de services de transport aérien, maritime et routier afin d'acheminer les biens et le matériel qu'il acquiert pour ses clients et ceux associés au personnel militaire, policier et civil des clients vers, autour et hors des zones d'opération de manière sûre, fiable et rentable. Les unités spécialisées du Bureau, notamment le Service des transports aériens et la Section du contrôle des mouvements, le Centre stratégique des opérations aériennes de Brindisi et le Centre de déploiement et de soutien avancés d'Entebbe, œuvrent de concert à cette fin. Les effets de la COVID-19 sur le secteur des transports maritimes sont bien connus. La fermeture des frontières, la réduction de la quantité de navires disponibles et le grand nombre d'entre eux qui attendaient d'être chargés ou déchargés ont retardé les expéditions de deux à six mois. En outre, les relèves et démobilisations aériennes ont été retardées dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Néanmoins, au cours de la même période, il a transporté 47 231 tonnes de matériel appartenant aux contingents et à l'ONU, ainsi que 188 794 militaires et policiers des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et 18 000 tonnes de bagages.

50. Le Bureau continue de fournir des services d'expédition coordonnés à toutes ses entités clientes lorsque les petites entités n'ont pas les ressources nécessaires pour effectuer une demande globale de transit ou lorsqu'il est nécessaire d'affréter tout un navire, généralement lors du démarrage, de la reconfiguration majeure ou de la liquidation d'une mission. Comme prévu, l'intégration au sein du Bureau des composantes du Centre de déploiement et de soutien avancés a créé des synergies immédiates et fourni les moyens supplémentaires nécessaires pour répondre aux complexités opérationnelles accrues et aux attentes grandissantes des clients. Le Bureau s'est appuyé sur les atouts du Centre en matière de gestion et d'analyse des données pour permettre le transfert des services de mouvement non spécifiques à un lieu de New York à Entebbe afin d'améliorer cette fonctionnalité. Ainsi, l'équipe d'Entebbe a appuyé les ressources supplémentaires nécessaires pour atténuer les défis posés par les restrictions liées à la COVID-19 sur les mouvements de contingents, conféré une visibilité au processus de relève des contingents de bout en bout en fournissant des analyses de données et joué un rôle dans le soutien apporté par le Bureau à la liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et au déploiement de nouvelles unités en tenue auprès de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA).

## **G. Appui rationalisé aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police**

51. Conformément à la résolution [72/266](#) B de l'Assemblée générale, la Division de l'appui au personnel en tenue constitue un point de contact unique pour les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour toute question d'ordre administratif et logistique ayant trait à la constitution des forces, aux mémorandums d'accord, au matériel appartenant aux contingents et aux remboursements. La Division a poursuivi la certification trimestrielle des remboursements pour le personnel en tenue et le matériel appartenant aux contingents déployés sur le terrain dans des unités constituées. En moyenne, ces remboursements s'élèvent à 2 milliards de dollars au cours de chaque exercice budgétaire.

52. La Division coordonne actuellement une enquête quadriennale afin d'éclairer la révision prochaine par l'Assemblée générale des taux de remboursement du personnel en tenue déployé en unités constituées. Elle procède également à une analyse globale des aspects politiques, juridiques, administratifs et financiers des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, y compris les procédures de traitement des demandes d'indemnisation, les normes médicales, la méthode d'établissement des prévisions budgétaires relatives aux engagements au titre de l'indemnisation et les sources de financement, dans le but de soumettre à l'Assemblée une proposition de cadre pour les troubles post-traumatiques touchant le personnel en tenue déployé dans le cadre d'opérations de paix des Nations Unies, et ce, afin de promouvoir une approche durable et appropriée des réparations versées au titre de ces demandes d'indemnisation. Les rapports sur ces deux activités seront soumis à l'Assemblée au début de 2022.

53. La Division a assuré le secrétariat de la plus récente réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents, qui s'est tenue en 2020. Au cours de la réunion, 215 experts de 56 États Membres se sont entendus sur 48 recommandations, ce qui représente le plus grand nombre de recommandations depuis la création du Groupe de travail. Les préparatifs sont en cours pour la prochaine réunion du Groupe de travail, qui devrait se tenir en 2023.

54. En raison de la détérioration rapide de la situation en matière de sécurité à la MINUSCA et en vue d'atténuer le risque d'une sollicitation à l'excès des moyens de la Mission lors des récentes élections, la Division a coordonné les composantes du Bureau en procédant à une augmentation temporaire des capacités dans le cadre d'une coopération intermissions. Deux compagnies d'infanterie et deux hélicoptères militaires utilitaires de deux États Membres ont été déployés auprès de la MINUSCA à partir de la MINUSS. Il s'agit de l'un des déploiements de contingents les plus rapides de l'histoire de l'Organisation et il a été mené à bien dans les quatre jours qui ont suivi l'approbation du Conseil de sécurité.

55. La Division, avec le concours du Bureau des affaires militaires, dirige l'équipe spéciale chargée de planifier la transition en cours des contingents des Nations Unies auprès de la FISNUA. L'objectif de l'équipe spéciale est d'assurer le rapatriement des soldats actuellement stationnés à Abyei et leur remplacement simultané par une force multinationale. Il est extrêmement difficile à atteindre car la zone d'Abyei est l'un des environnements géographiques les plus complexes et les plus éloignés des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et la marge de manœuvre pour ce qui est des rapatriements et des déploiements est très étroite. Les aspects liés à la coordination comprennent les contributions à l'énoncé des besoins de l'unité, l'action de la mission visant à se préparer à recevoir les contingents nouvellement déployés, la collaboration avec les États Membres pour préparer le personnel, l'adéquation du matériel appartenant aux contingents et la mise au net des mémorandums d'accord, ainsi que les moyens de transport complexes le long de vastes voies d'approvisionnement au terrain accidenté.

## **IV. Cadre du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement**

### **A. Conformité et gestion des risques**

#### **Délégations de pouvoirs en matière d'achats**

56. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la



conformité suit l'exercice des pouvoirs délégués en matière d'achats et en rend compte régulièrement. Elle gère le portail de délégation de pouvoirs, qui sert de dépôt central de toutes les délégations de pouvoirs dans le cadre de la circulaire [ST/SGB/2019/2](#), et surveille l'utilisation du portail par les entités. La Division a créé la section du tableau de bord de gestion consacrée au suivi des indicateurs concernant le respect du principe de responsabilité, qui permet de saisir les performances d'une entité par rapport aux indicateurs de performance clés, à la fois trimestriellement et en temps réel. Seize indicateurs clés de performance initiaux ont été inclus dans le dispositif d'application du principe de responsabilité visant à contrôler l'exercice des pouvoirs délégués concernant la prise de décisions, y compris des indicateurs liés aux achats pour encourager l'utilisation de contrats à long terme et réduire les dérogations aux procédures formelles d'appel à concurrence. Les indicateurs sont régulièrement revus, étendus et améliorés. Certaines entités relevant du cadre de la délégation de pouvoirs ne disposent pas de moyens suffisants pour exercer des pouvoirs en matière d'achats et s'en remettent à des prestataires de services. La Division utilise également un outil automatisé interne qui se sert de données issues de logiciels pour surveiller et identifier les problèmes de subdélégation engendrés par les entités, tels que l'octroi de subdélégations à des agents qui ne répondent peut-être pas aux critères ou de rôles d'approbation dans Umoja à des agents sans délégation de pouvoirs.

57. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité fournit des conseils et un soutien aux gestionnaires qui ont reçu une délégation de pouvoirs afin de s'assurer qu'ils comprennent en quoi consistent ces pouvoirs qui leur sont délégués. Les enseignements tirés des activités de suivi sont également recueillis pour éclairer les futures révisions des politiques de prise de décision et de délégation de pouvoirs. Un instrument révisé de délégation de pouvoirs, éclairé par les enseignements tirés des trois premières années de mise en œuvre du nouveau cadre et fondé sur les réactions et les contributions des responsables des politiques et des activités et de toutes les entités, sera déployé en 2022, conformément à l'engagement du Secrétaire général en faveur d'une amélioration continue.

58. Sur les plus de 1 000 subdélégations émises depuis 2019, 377 étaient actives au 12 novembre 2021. Aucune délégation n'a été retirée ou révoquée par crainte d'un abus de pouvoir en matière d'achats.

### **Comité d'examen des adjudications**

59. Le Comité d'examen des adjudications permet aux soumissionnaires non retenus qui ont participé à une procédure de passation des marchés concurrentielle ayant donné lieu à une adjudication de plus de 200 000 dollars de contester cette dernière. Cette disposition s'applique aux marchés attribués par le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies à Vienne. Le Comité donne des avis indépendants sur le bien-fondé de la contestation à la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.

60. D'octobre 2018 à octobre 2021, le Secrétaire du Comité d'examen des adjudications a reçu 13 plaintes relatives à une adjudication, dont cinq ont été jugées recevables conformément au mandat du Comité et examinées par ses experts indépendants. Dans chacun de ces cinq cas, la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a décidé, après un examen approfondi, de rejeter les plaintes dans leur intégralité, sans qu'aucune réparation ne soit proposée. Sur les huit plaintes relatives à une adjudication qui n'ont pas été prises en compte, une a été retirée par le plaignant et cinq ont été jugées irrecevables parce qu'elles découlaient d'un appel d'offres lancé par une entité

adjudicatrice qui ne participait pas aux travaux du Comité. Deux plaintes ont été déposées par des fournisseurs qui n'avaient en fait pas participé à la procédure de passation de marché en question.

61. À l'heure actuelle, le Comité d'examen des adjudications peut être saisi pour des appels d'offres lancés par le Siège, les bureaux hors Siège et la Section de l'appui centralisé aux achats. Dans la perspective de l'extension de cette procédure, la Division de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a établi des matériaux didactiques pour mieux préparer les préposés aux achats, interlocuteurs des soumissionnaires, à répondre aux questions et demandes d'explication de ces derniers au stade approprié. Depuis septembre 2015, 83 fonctionnaires, pour la plupart du Bureau, ont suivi la formation sur la séance de bilan à l'intention des fournisseurs non retenus.

### **Comité d'examen des fournisseurs**

62. Le Comité d'examen des fournisseurs continue de faire des recommandations à la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité concernant les sanctions éventuelles prises à l'encontre des fournisseurs et le réengagement de ces derniers. Il examine les cas où les fournisseurs se sont livrés ou ont tenté de se livrer à des pratiques interdites, notamment la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction, l'exploitation sexuelle et d'autres pratiques contraires à l'éthique. Il examine également les cas où ils ne sont pas en mesure de satisfaire et de maintenir la conformité aux normes obligatoires en matière d'agrément, y compris les conditions préalables d'admissibilité et le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies. En outre, le Comité examine les cas de fournisseurs qui n'auraient pas respecté les termes et conditions des contrats attribués.

63. Du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 15 octobre 2021, le Comité d'examen des fournisseurs a été saisi de 117 allégations de pratiques interdites visant 32 fournisseurs, à la suite de quoi la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a décidé d'en suspendre 22 et d'en retirer 10. Parmi les autres recommandations formulées par le Comité figurent la censure et le renvoi des affaires au Bureau des affaires juridiques pour des recours contractuels ou au Bureau des services de contrôle interne pour enquête. Le Comité a également recommandé d'imposer un blâme à tels ou tels fournisseurs, de saisir le Bureau des affaires juridiques pour résolution ou résiliation du contrat ou le Bureau des services de contrôle interne pour enquête. En outre, le Comité a examiné la question de la réintégration des fournisseurs, ce qui a conduit à la levée de la suspension qui frappait trois d'entre eux.

64. Le cadre type portant sur les procédures de sanction applicables aux fournisseurs correspond à un ensemble de directives et de politiques que les organismes du système des Nations Unies suivent pour sanctionner les fournisseurs inscrits sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies qui ont été impliqués dans des pratiques interdites. Il permet aux organismes du système des Nations Unies d'établir des procédures de sanction qui répondent aux besoins spécifiques de chaque entité, tout en facilitant l'harmonisation des efforts de sanction dans l'ensemble du système des Nations Unies. Au cours de la période considérée, le Comité d'examen des fournisseurs a examiné trois cas liés à la reconnaissance mutuelle des sanctions imposées par un autre organisme. Le processus de reconnaissance mutuelle des sanctions sera encore rationalisé davantage lors de la prochaine révision du Manuel des achats.

## B. Gestion de la performances et orientations

65. Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a publié un cadre de gestion de la performance de la chaîne d'approvisionnement, qui introduit des indicateurs de résultats permettant de mesurer la santé globale de la chaîne d'approvisionnement du Secrétariat. Ce cadre permet d'analyser les indicateurs clés de performance de la chaîne d'approvisionnement de l'Organisation et d'optimiser les processus opérationnels grâce à un meilleur suivi. Il offre à toutes les parties prenantes une vue d'ensemble et sert de base aux attentes de l'Organisation en matière de performance de la chaîne d'approvisionnement, permet aux gestionnaires et aux praticiens de la chaîne d'approvisionnement de prendre des décisions fondées sur des données à tous les niveaux, et fournit des outils et des méthodologies pour maintenir un niveau de performance satisfaisant. En outre, le cadre aide les entités à déceler les problèmes sous-jacents concernant les domaines de préoccupation et à fournir des informations concrètes utiles afin de s'assurer que les lacunes sont comblées et que les mesures préventives sont consignées et communiquées efficacement.

66. Les attributs et indicateurs de performance inclus dans le cadre – à savoir, la réactivité, la fiabilité, l'agilité, le coût et l'efficacité des actifs – sont basés sur le modèle type de référence des opérations de la chaîne d'approvisionnement du secteur (modèle SCOR). Le cadre intègre également un ensemble personnalisé de mesures pour répondre aux exigences uniques de l'Organisation. L'annexe III comprend les résultats de 2019-2021, qui mesurent :

- a) La réactivité, à savoir la vitesse à laquelle une chaîne d'approvisionnement fournit des produits au client ;
- b) La fiabilité, à savoir la capacité d'exécuter les tâches comme prévu ;
- c) L'efficacité des actifs, à savoir la capacité d'utiliser efficacement les actifs ;
- d) La couverture des stocks, qui permet d'évaluer l'utilisation en identifiant les niveaux excessifs de stocks et les articles à rotation lente.

67. Dans ce cadre, le Service de la facilitation des opérations et de la communication a mis en place des mécanismes pour aider les entités à gérer leurs chaînes d'approvisionnement au niveau local. Ces mécanismes comprennent la publication de directives opérationnelles, détaillant les processus concernant la définition des exigences en matière de communication d'informations, l'élaboration de plans de collecte de données, l'extraction et l'analyse des données, l'examen des rapports trimestriels sur la performance, la détermination des problèmes de performance et des lacunes critiques, l'élaboration de plans d'action, la mise en œuvre des mesures adoptées, le suivi des objectifs et le retour d'informations en vue d'une amélioration continue.

### Manuels et directives opérationnelles

68. Dans le cadre de son mandat, qui consiste à élaborer des directives opérationnelles et à définir les meilleures pratiques pour parvenir à une chaîne d'approvisionnement efficace, efficiente et bien gérée dans toute l'Organisation, le Bureau fournit des conseils pratiques et concrets sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement à l'ensemble des parties prenantes, des demandeurs aux clients en passant par les professionnels des achats, tout en s'efforçant d'assurer la transparence de tous les processus de la chaîne d'approvisionnement de l'ONU pour les parties prenantes externes.

69. Depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Bureau a élaboré 17 nouveaux documents d'orientation et mis à jour sept documents existants, notamment :

a) Le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies. Les révisions apportées au Manuel des achats les 30 septembre 2019 et 30 juin 2020 reflètent des changements visant à simplifier et à rationaliser la chaîne d'approvisionnement et le processus des achats à l'ONU. Le Manuel des achats est un document évolutif qui fait actuellement l'objet d'une révision afin de refléter les nouvelles tendances en matière de bonnes pratiques dans la passation des marchés publics et d'apporter des améliorations aux processus et aux orientations, le cas échéant ;

b) Le Manuel des opérations aériennes. L'édition de 2021 du Manuel des opérations aériennes a remplacé celle de 2018. Le nouveau Manuel intègre les enseignements tirés, met à jour les structures, établit de nouvelles relations hiérarchiques et fournit des orientations actualisées sur les système de drones. En outre, il offre des directives dans les domaines de l'autorité, du commandement et du contrôle des moyens aériens militaires et de l'évacuation des blessés sur le terrain, suite à la publication récente de politiques par le Département de l'appui opérationnel et le Département des opérations de paix. Le Service des transports aériens et la Section de la sécurité aérienne du Bureau collaborent à l'établissement d'une déclaration commune sur la sécurité et la qualité des opérations aériennes, assortie d'objectifs d'assurance sécurité et d'assurance qualité ;

c) Le guide de transfert des patients, y compris les instructions relatives à la COVID-19 sur le transfert des patients assuré par des transporteurs aériens sous contrat avec l'ONU, sur la base des meilleures pratiques de l'OMS, de l'Association du transport aérien international et des ambulances médicales, ainsi que les consignes générales concernant les arrangements mis en place à l'échelle du système des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 et les modalités de travail techniques avec le PAM, qui fournissent au personnel des Nations Unies et aux personnes à charge remplissant les conditions requises de même qu'au personnel des organisations internationales non gouvernementales et aux personnes à charge de leur personnel recruté sur le plan international, des orientations sur les procédures établies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 ;

d) Les critères d'évaluation technique et opérationnelle des services d'affrètement aérien, y compris les améliorations apportées par rapport à l'édition de 2014 ;

e) Les directives sur les rations alimentaires pour les missions sur le terrain, publiées en 2021 pour fournir aux missions sur le terrain des orientations concernant les objectifs stratégiques et le cadre opérationnel afin de mener des activités d'approvisionnement en rations alimentaires à l'échelle de l'Organisation. Elles guident le travail du personnel du Groupe des rations au Siège et sur le terrain à l'appui des contingents ;

f) Les directives sur la gestion des carburants, qui fournissent un ensemble d'orientations, de meilleures pratiques et d'outils pour la gestion des carburants et des lubrifiants, des activités liées aux carburants et des services connexes dans les opérations de paix et les missions politiques des Nations Unies. Elles renforcent le rôle de suivi et de contrôle de toutes les parties prenantes responsables de la mise en œuvre des programmes relatifs aux carburants, y compris le rôle du Bureau dans le système électronique de gestion des carburants visant à gérer et à contrôler la consommation de carburant.

## **C. Professionnaliser le personnel de la chaîne d'approvisionnement**

70. La chaîne d'approvisionnement repose sur une bonne dose d'expérience acquise de manière informelle et parfois inégale. La certification professionnelle est donc de plus en plus exigée dans les définitions d'emploi de la chaîne d'approvisionnement pour les nouveaux recrutements, et un vaste programme de certification professionnelle est en cours pour le personnel actuel du Bureau et le personnel des clients concernés. À partir de 2021, tous les membres du personnel qui exercent des pouvoirs délégués en matière d'achats devront posséder des qualifications équivalentes au diplôme de niveau 4 du Chartered Institute of Procurement and Supply. Dans le cadre d'une approche globale de la chaîne d'approvisionnement, les activités de formation ont été renforcées pour l'ensemble du personnel de la chaîne d'approvisionnement. Certaines de ces activités de certification sont détaillées à l'annexe IV.

## **D. Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

71. Historiquement, les rapports sur la coopération du Secrétariat au sein du système des Nations Unies en matière d'activités liées aux achats et à la chaîne d'approvisionnement ne rendent pas pleinement compte de l'ampleur de cet engagement. Au-delà des contrats-cadres communs, les arrangements existants des entités en vertu de la règle de gestion financière 105.17 a), relative à la coopération avec les autres organismes du système des Nations Unies, sont de plus en plus utilisés. Chaque année, les achats communs effectués par le Secrétariat à l'aide de cette modalité ont augmenté, passant de 71,5 millions de dollars en 2018 à 87,7 millions de dollars en 2020.

72. En décembre 2020, le Secrétariat a défini des lignes directrices visant à renforcer le cadre et à clarifier la mise en œuvre de la coopération avec d'autres entités. Récemment, un nouveau groupe de travail comprenant des représentants de la Division des achats a été créé pour examiner les possibilités de mise en œuvre de la reconnaissance mutuelle. L'annexe V cite quelques exemples de coopération au cours de la période de référence.

## **E. Investir dans la technologie**

73. Le maintien d'une chaîne d'approvisionnement efficace et efficiente nécessite un investissement continu dans la technologie. Le Bureau a assuré la continuité des services et la livraison des produits clés tout au long de la pandémie de COVID-19, grâce notamment aux investissements de l'Organisation dans le progiciel de gestion intégré. Au cours de la période considérée, les capacités des projets de gestion du personnel en tenue, de planification de la chaîne d'approvisionnement et de gestion des transports dans Umoja-Extension 2 en matière de prévision, de planification et d'amélioration de la visibilité dans les domaines fonctionnels ont été étendues et les processus obsolètes ont été réorganisés.

74. Le déploiement de l'outil de planification de la chaîne d'approvisionnement est actuellement en cours. Cet outil englobe la planification de la demande de biens et de services, la détermination des sources d'approvisionnement, la gestion des transports et le suivi de la circulation des marchandises. Le déploiement de cette fonctionnalité pour la demande brute, la demande nette et la planification des sources d'approvisionnement dans les entités émergeant au budget ordinaire pour toutes les catégories et les missions de maintien de la paix pour certaines catégories a été réalisé.

avec succès dans les entités clientes afin d'achever le plan annuel de la chaîne d'approvisionnement.

75. La solution de gestion des transports mise en œuvre fin 2019 a été améliorée grâce à l'ajout d'un portail de collaboration avec les transporteurs, qui est utilisé par les partenaires externes pour partager les événements et les documents relatifs aux expéditions en temps réel et dispose d'une fonctionnalité pour le matériel appartenant aux contingents et le personnel en tenue. La solution de gestion des transports a ajouté une valeur appréciable à la distribution des vaccins, notamment en surveillant la chaîne du froid à l'échelle mondiale.

76. Le déploiement de la solution de gestion du personnel en tenue, qui sert de base aux besoins d'administration des forces, a été achevé au début de 2021. La solution englobe la planification des besoins en contingents, la gestion des accords entre le Secrétariat et les pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police, les inspections du matériel appartenant aux contingents et les rapports de vérification, les rapports mensuels pour toutes les catégories de personnel en tenue, ainsi que le calcul et le traitement des remboursements aux États Membres.

77. En plus des projets d'Umoja-Extension 2, le Bureau a mis au point et lancé une solution d'appel d'offres électronique, qui est actuellement en phase expérimentale et utilisée par la Division des achats. La feuille de route pour une mise en œuvre progressive à l'échelle du Secrétariat s'étend sur toute l'année 2022. La solution aidera à surveiller et à gérer les opérations d'achat. L'efficacité accrue des appels d'offres électroniques, en particulier pour les besoins importants et complexes, soutient l'engagement du Bureau à maximiser l'accès aux débouchés pour le plus grand nombre de fournisseurs agréés.

## **V. Objectifs du Bureau pour la période à venir**

### **A. Passage d'une chaîne d'approvisionnement linéaire à une chaîne d'approvisionnement circulaire**

78. La chaîne d'approvisionnement de l'ONU doit s'efforcer d'atteindre la norme du secteur en matière de planification, d'approvisionnement, d'achat, de livraison, de restitution et de facilitation. Le matériel utilisable dont on ne se sert pas doit être renvoyé soit à un autre client, soit à un site central ou régional pour être remis à neuf et redistribué. Une chaîne d'approvisionnement circulaire, comprenant des processus de retour contrôlé des actifs dans la boucle d'approvisionnement, est nécessaire pour une chaîne d'approvisionnement efficace et efficiente. Le nouveau concept de stocks stratégiques pour déploiement rapide s'appuie sur ce constat et propose que ces actifs soient restitués par les entités s'ils répondent à certains critères, augmentant ainsi la disponibilité et réduisant les coûts pour les clients. De même, les consommables excédentaires doivent être retournés sur la base de leur valeur résiduelle et de leur espérance de vie restante. Une chaîne d'approvisionnement circulaire s'inspire de la philosophie axée sur la réduction, la réutilisation, le recyclage et le réemploi, et le Bureau entend l'inclure dans les processus du Secrétariat, en partenariat avec les entités clientes. Le Service de la facilitation des opérations et de la communication collabore avec le Centre de services mondial afin de développer une fonction de gestion du cycle de vie complet du matériel à l'échelle mondiale, qui se concentrera sur les actifs de grande valeur, en recherchant le meilleur état de fonctionnement de chaque actif et le taux d'utilisation maximal pour obtenir le meilleur retour sur investissement.

79. Ainsi, le Bureau soutient une flotte d'environ 13 000 camions et autres véhicules, avec des dépenses annuelles d'environ 50 millions de dollars. Il y a double emploi entre le matériel appartenant à l'ONU, le matériel appartenant aux contingents et les entreprises de camionnage locales, dont une grande partie pourrait être évitée grâce à une approche de rendement actif. Une démobilisation et un retour plus rapides des actifs inutilisés permettront d'éviter les pertes lors de la fermeture et de la liquidation des missions, d'atténuer le besoin de nouvelles acquisitions et de réduire l'empreinte écologique et les déchets. L'idée est de passer d'une chaîne d'approvisionnement linéaire à une chaîne circulaire, avec pour objectif ultime l'élimination de certaines dépenses et la durabilité.

## **B. Revitaliser le concept de stocks stratégiques pour déploiement rapide**

80. Les actions de déploiement stratégique ont deux fonctions principales. La première est la fonction traditionnelle de stock à utiliser en cas de crise, et la seconde est de servir de fonds renouvelable pour permettre au Secrétariat d'agir rapidement afin d'acheter des biens essentiels au nom de plusieurs entités avec un réapprovisionnement par rétrofacturation (par exemple, l'approvisionnement en produits sanguins des missions sur le terrain). En remplissant ces deux fonctions, les stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été essentiels à la riposte efficace du Bureau à la pandémie.

81. Conformément aux demandes des États Membres concernant une mise à jour du contenu, de la performance et de l'avenir des stocks stratégiques pour déploiement rapide, et compte tenu de la mise en œuvre continue du nouveau modèle de gestion de la chaîne d'approvisionnement dans l'ensemble du Secrétariat, un nouveau concept de solutions stratégiques pour déploiement rapide est en cours d'élaboration. Il couvrira : a) le démarrage et l'appui de la mission ; b) le soutien en cas de catastrophe ; c) les crises de santé publique ; et d) l'amélioration de la gestion globale des actifs, y compris l'optimisation de la distribution des marchandises et du fret à partir de sites centralisés, ainsi que la liquidation et l'élimination appropriées des articles. L'approvisionnement sera géré à partir de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi grâce aux pôles de ravitaillement suivants : a) les stocks stratégiques pour déploiement rapide ; b) les stocks déployés au niveau régional ; c) le réapprovisionnement des stocks gérés par le fournisseur ; et d) les achats directs par le réseau élargi du Bureau.

82. Développé stratégiquement pour se concentrer sur la performance et les résultats, le concept est conçu pour fournir aux entités des niveaux élevés de service et des solutions qu'elles recherchent par choix. La Cellule chargée des stocks pour déploiement régional au Centre de déploiement et de soutien avancés du Centre de services régional d'Entebbe soutient la constitution par la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi des stocks de déploiement régional à Entebbe, produisant des gains d'efficacité notamment par la réduction des délais de livraison. Le concept prévoit l'élargissement de la clientèle des opérations de maintien de la paix à d'autres activités du Secrétariat et le soutien aux activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans le cadre de la stratégie fondée sur l'unité d'action des Nations Unies, la fourniture de services et de contrats d'appui ponctuels à coût réduit, la création d'un modèle de chaîne d'approvisionnement circulaire plus durable englobant la restitution, la remise à neuf et la réutilisation des biens, l'incorporation de stocks gérés par les fournisseurs pour réapprovisionner les articles qui évoluent rapidement, ceux dont la durée de conservation est limitée ou ceux qui nécessitent un soutien spécialisé, et la création d'un comité directeur présidé par le Sous-Secrétaire général chargé de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.



## C. Réorganiser l'ingénierie

83. En 2020, le Bureau a livré plus de 368 millions de dollars de nourriture et plus de 343 millions de dollars de carburant. Ces opérations sont complexes et impliquent une externalisation importante vers des entreprises spécialisées capables d'opérer dans des endroits éloignés. Ces services sont externalisés en tant que ressource stratégique au niveau central et payés à l'unité. À l'inverse, le modèle pour l'aviation, dont la moyenne historique est de plus de 400 millions de dollars par an, avec son risque majeur et la sécurité des dizaines de milliers de passagers des Nations Unies en jeu, est mis en œuvre et suivi individuellement par le Bureau, en liaison étroite avec chaque client. Le domaine d'activité des installations et des infrastructures, qui représentait plus de 340 millions de dollars en 2020, dispose de poches de capacités et de compétences réparties au Siège, à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et sur le terrain, ce qui rend difficile la satisfaction des besoins en ingénierie dans les missions sur le terrain.

84. La collaboration du Bureau avec plusieurs missions sur le terrain a révélé un désir commun d'affiner et d'améliorer la manière dont il répond aux besoins en ingénierie de ses clients. Les principales conclusions indiquent qu'il ne suffit pas de disposer d'importants éléments de base en matière d'équipements techniques (tels que les stocks stratégiques pour déploiement rapide) sans avoir les compétences et l'expertise interne ou contractuelle pour les installer et les exploiter. Le Bureau prévoit d'examiner la meilleure façon d'améliorer la prestation des services d'appui technique et de procéder à un examen détaillé des compétences et capacités supplémentaires qui pourraient être nécessaires. Les domaines d'intérêt comprennent les conceptions et les estimations techniques, les services de construction et de mise en service, les services de gestion des installations et des camps, les contrats-cadres axés sur le passage des dépenses d'investissement aux dépenses opérationnelles (par exemple, l'équipement en tant que service). Les conclusions de cet examen et les recommandations pertinentes seront incorporées dans un rapport d'ensemble et un budget prochains.

## D. Rationaliser la gestion des contrats

85. Au cours des deux dernières années, des progrès ont été constatés dans la systématisation de l'activité de gestion des contrats. Dans le cadre de cette initiative, des orientations cohérentes ont été produites pour toutes les entités afin de remplacer les documents obsolètes, et des outils ainsi qu'une base de données centralisée des rapports d'évaluation de la performance des contractants ont été créés. Deux de ces outils – l'outil d'évaluation des prestations des fournisseurs et le système de retour d'information instantané – ont déjà été mis au point par le Bureau et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et utilisés par les entités du Secrétariat.

86. L'outil d'évaluation des prestations des fournisseurs est une plateforme Web qui facilite la collecte des rapports d'évaluation des prestations et qui est dotée de capacités d'analyse et de communication de l'information. L'outil produit des rapports comparatifs avec une vue d'ensemble du retour d'information sur les contrats servant plusieurs clients et permet de centraliser le retour d'information sur l'exécution des contrats. Le nouvel outil englobe toutes les parties prenantes du Secrétariat.

87. Le système de retour d'information instantané est un outil électronique qui permet aux clients d'effectuer une évaluation instantanée des fournisseurs au moment de la livraison des biens et des services et de saisir le retour d'information des fournisseurs lié à l'évaluation des Nations Unies. L'outil fournit également une solide

plateforme de communication qui facilite le partage d'informations entre les parties prenantes au contrat, ce qui permet d'améliorer les prestations des entrepreneurs aux premiers stades.

88. Étant donné que l'ONU fait appel à des prestataires privés pour fournir des biens et des services essentiels, il reste du travail à faire pour rationaliser la gestion des contrats dans l'ensemble de l'Organisation. Au Secrétariat, l'administration des contrats est assurée par la fonction d'achat, tandis que la gestion des contrats est traitée différemment selon les entités. Si, dans certaines entités, les contrats sont gérés par des groupes spécialisés dans la gestion des contrats, dans d'autres, ils sont gérés par des sections techniques, voire par le demandeur. Les contrats, en particulier ceux qui ont une valeur monétaire importante, un large champ d'application et un degré élevé de complexité, nécessitent une gestion solide de leur amorce à leur clôture. L'alignement des orientations stratégiques, y compris les rôles et les responsabilités en matière de gestion des contrats pour toutes les entités du Secrétariat, est essentiel. Pour ce faire, le Bureau fournira une orientation stratégique et une supervision de la gestion des contrats, y compris l'évaluation de la prestation des fournisseurs, des outils et des processus à toutes les entités du Secrétariat, en s'appuyant également sur les résultats du groupe de travail sur la gestion stratégique des fournisseurs du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion et en cherchant des moyens de partager la méthodologie et les informations sur la performance des prestataires.

## **E. Généraliser les invitations à soumissionner pour des services de transport aérien**

89. Le temps nécessaire à l'élaboration, à la sollicitation et à la réalisation d'une invitation à soumissionner pour des services de transport aérien est en moyenne plus long que pour un appel d'offres. Néanmoins, l'expérience des invitations à soumissionner pour des services de transport aérien a montré qu'elles offraient souvent un meilleur rapport qualité-prix grâce à une concurrence internationale accrue et à un plus grand nombre et une plus grande variation des offres reçues que ce qui est typique dans le cadre de la méthode de l'appel d'offres pour des besoins similaires. Au cours des deux dernières années, des invitations à soumissionner ont été envoyées pour la signature d'un accord-cadre d'affrètement aérien et pour une relève stratégique des contingents avec des avions à fuselage large et étroit. Au total, cinq autres invitations à soumissionner, deux concernant des avions et trois des systèmes de drones, sont en cours d'élaboration.

90. La nécessité de se procurer le plus rapidement possible des moyens aériens a ralenti le rythme d'adoption des invitations à soumissionner au cours de la période considérée. Néanmoins, un examen externe complet de la mise en œuvre de la méthodologie utilisée par le Secrétariat pour les invitations à soumissionner a été effectué pour recenser les enseignements à retenir. Un élément clé d'une procédure d'invitation à soumissionner pour des services de transport aérien est une méthode disciplinée permettant à l'utilisateur final (client) de fournir suffisamment de données pour définir le besoin sans prédéterminer la solution. L'examen a souligné que le fait de donner aux fournisseurs des informations plus détaillées sur la demande, telles que les besoins réels historiques, sur une base quotidienne ou hebdomadaire, offre une image beaucoup plus nuancée des fluctuations de la demande et permet aux soumissionnaires d'avoir une appréciation beaucoup plus nette de la gamme et des fluctuations de la demande qui devraient être prises en charge dans les solutions qu'ils proposent.

91. Pour combler ce manque de données et s'assurer que tous les clients fournissent le niveau de détail nécessaire, en soutenant ceux qui ne le peuvent pas, les cellules

d'aviation et des mouvements du Centre de déploiement et de soutien avancé travailleront directement avec les clients pour fournir ces informations, en s'appuyant sur les outils dont dispose le Secrétariat. L'accès à ces données devrait permettre d'accélérer et de rationaliser l'élaboration et l'évaluation des invitations à soumissionner et d'accroître les avantages potentiels des solutions proposées.

## **F. Mettre la technologie au service des objectifs du Bureau**

92. Un investissement continu dans la technologie et les ressources est nécessaire pour mettre en lumière les véritables avantages de la chaîne d'approvisionnement et porter le service à la clientèle au niveau auquel il doit être. Le Bureau continuera à favoriser une culture axée sur les données par l'apprentissage et la formation continue ainsi que le renouvellement du personnel.

93. À l'avenir, le Bureau recensera les possibilités d'étendre l'automatisation des processus opérationnels de la chaîne d'approvisionnement en simplifiant les systèmes actuels grâce à un engagement important des clients et au recours à des solutions commerciales offertes par des tiers pour compléter Umoja. Les possibilités d'une automatisation et d'une numérisation accrues seront étudiées, ce qui ouvrira la voie à une chaîne d'approvisionnement modernisée et numérique.

94. En vue de rationaliser le soutien et d'améliorer l'expérience des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, le Bureau s'efforcera de déterminer les améliorations à apporter pour accroître l'automatisation des processus, l'intégration des systèmes et des données, et l'alignement des processus, couvrant la planification, la gestion et l'administration des forces. Parmi les initiatives envisagées figurent notamment l'établissement de rapports précis sur le personnel en tenue, l'amélioration des informations géolocalisées sur le matériel appartenant aux contingents et une fonctionnalité permettant de mesurer la performance des unités militaires et des unités de police en mission. En s'appuyant sur la solution de gestion du personnel en tenue, les activités globales de planification et d'exécution de la chaîne d'approvisionnement liées au personnel en tenue et au matériel appartenant aux contingents peuvent être renforcées.

## **G. Aligner la chaîne d'approvisionnement sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030**

95. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sera intégré aux activités de la chaîne d'approvisionnement en vue d'utiliser les ressources locales de manière plus responsable et de réduire les effets néfastes de la pollution et des déchets. Ainsi, à partir de 2022, le BANUS à Baidoa (Somalie), réduira sa consommation annuelle de diesel de près d'un million de litres, ce qui permettra de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 1 800 tonnes, soit une économie nette de plus de 500 000 dollars par an, en utilisant des panneaux solaires. La MINUSMA à Bamako lancera un projet similaire, permettant d'économiser 2 millions de litres de carburant, de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 5 000 tonnes et d'économiser plus d'un million de dollars par an. Les deux projets permettront de réduire considérablement la pollution sonore et de diminuer les risques pour la sûreté et la sécurité des convois.

96. Lancé en 2022, un nouveau programme sur le thème « Ajouter de la valeur aux opérations de paix par le biais de la chaîne d'approvisionnement » rassemble plusieurs des initiatives susmentionnées. Dans le but d'élaborer un cadre permettant d'évaluer et d'accroître l'incidence des activités de la chaîne d'approvisionnement à l'appui des opérations de paix, le programme étudiera un certain nombre d'éléments, notamment

l'approvisionnement local pour la durabilité et le développement, la création et le transfert de compétences pour le renforcement des capacités locales et la résilience, l'intégration de critères de durabilité dans la gestion des actifs, les systèmes et la technologie, ainsi que les possibilités d'investissement du secteur privé et de partenariat commercial. Le programme s'attache non seulement à atténuer les conséquences néfastes de l'activité de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi à créer des contributions positives pour les communautés locales et les objectifs de développement durable.

97. À l'appui de l'objectif de développement durable n° 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et de la cible 12.7 (promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics), le Bureau a travaillé avec WEConnect International, une organisation non gouvernementale qui donne accès à un réseau d'entreprises appartenant à des femmes dans de nombreuses catégories, dans le cadre d'un programme de sensibilisation décrit ci-dessus. La deuxième phase du projet Initiative Elsie, une initiative connexe visant à renforcer la participation et la rétention des femmes dans les missions sur le terrain et à y améliorer la sûreté et la sécurité générales du personnel, a été lancée en avril 2021 dans le but de mettre en œuvre des normes renforcées, d'élaborer des recommandations et de fournir systématiquement un soutien technique aux missions sur le terrain (y compris l'étude d'avant-projet d'un camp de 200 personnes pour les militaires et les policiers).

98. Dans le cadre de l'initiative United Nations Smart Camp, qui repose sur les technologies des villes intelligentes et s'appuie sur le système Unite de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain, plus de 70 initiatives potentielles ont été recensées pour être examinées et exploitées grâce à la technologie. Lorsqu'elle sera pleinement mise en œuvre, l'initiative permettra la collecte de données, l'analyse, la prise de décisions éclairées et l'automatisation. La poursuite de l'intégration et de l'expansion, fondée sur l'essai de technologies et de solutions dans le village vert du Centre de services mondial et la mise en œuvre de celles qui ont fait leurs preuves dans les missions sur le terrain, permettra d'accroître l'efficacité opérationnelle, l'automatisation et l'optimisation des processus, ce qui se traduira par une nouvelle réduction de l'empreinte écologique et un héritage positif.

## VI. Conclusion

99. Au cours de la période couverte par le présent rapport, qui est le premier rapport sur les activités relatives à la chaîne d'approvisionnement au sein du Secrétariat, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement nouvellement créé au sein du Département de l'appui opérationnel s'est efforcé de tenir l'engagement du Secrétaire général de veiller à ce que les entités clientes réussissent grâce à la fourniture de solutions efficaces, novatrices, transparentes, efficaces et responsables dans le cadre d'une chaîne d'approvisionnement mondiale intégrée de bout en bout. Au début de la pandémie de COVID-19, la chaîne d'approvisionnement intégrée a été mise à l'épreuve pour la première fois et a clairement démontré la valeur des efforts de réforme conjoints visant à transformer l'Organisation en aidant efficacement les entités clientes à se procurer et à fournir les biens et services dont elles avaient besoin pour rester en activité et remplir leur mandat.

100. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport.

## Annexe I

### Analyse des dépenses du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, 2019-2021

Tableau 1

#### Analyse des dépenses, 2019

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Produit principal</i>	<i>Valeur de la commande</i>
Transports aériens	478,76
Informatique et communications	418,08
Carburants	372,45
Alimentation et restauration	312,33
Bâtiment et construction	268,04
Voyages	190,14
Biens immobiliers	140,26
Transport et stockage	126,03
Sécurité	90,63
Services professionnels	81,12
Véhicules	72,3
Services financiers et d'assurances	53,95
Nettoyage industriel	46,74
Hébergement et services de conférence	45,04
Équipements collectifs	35,37
Produits pharmaceutiques et santé	31,81
Services d'ingénierie	28,72
Épuration des eaux	23,38
Éducation	23,02
Production et distribution d'électricité	20,55
Produits industriels	16,78
Matériel et fournitures de bureau	14,74
Mobilier	11,22
Matières premières et produits chimiques	11,09
Chauffage, refroidissement et distribution	9,73
Électricité et éclairage	9,63
Produits divers ou accessoires	8,61
Fabrication	4,18
Articles publiés	3,27
Matériaux en papier	3,06
Nettoyage	2,62
Outils	1,72
Produits agricoles	0,39
<b>Total</b>	<b>2 955,74</b>

Tableau 2  
**Analyse des dépenses, 2020**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Produit principal</i>	<i>Valeur de la commande</i>
Informatique et communications	393,91
Transports aériens	371,4
Alimentation et restauration	368,97
Carburants	343,19
Bâtiment et construction	289,41
Biens immobiliers	133,28
Transport et stockage	120,98
Sécurité	91,72
Services professionnels	75,09
Services financiers et d'assurances	65,84
Produits pharmaceutiques et santé	61,78
Véhicules	56,11
Nettoyage industriel	53,25
Voyages	46,81
Équipements collectifs	29,77
Services d'ingénierie	28,25
Production et distribution d'électricité	23,29
Produits industriels	19,1
Mobilier	18,37
Éducation	17,01
Produits divers ou accessoires	15,07
Matières premières et produits chimiques	14,57
Chauffage, refroidissement et distribution	11,97
Électricité et éclairage	11,01
Matériel et fournitures de bureau	10,77
Hébergement et services de conférence	10,44
Épuration des eaux	8,97
Nettoyage	3,89
Fabrication	3,69
Articles publiés	2,95
Outils	2,16
Matériaux en papier	2,06
Produits agricoles	0,43
<b>Total</b>	<b>2 705,52</b>

Tableau 3  
**Analyse des dépenses, 2021**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Produit principal</i>	<i>Valeur de la commande</i>
Informatique et communications	348,18
Transports aériens	330,97
Bâtiment et construction	305,01
Alimentation et restauration	291,7
Carburants	238,36
Transport et stockage	144,59
Biens immobiliers	120,87
Sécurité	102,78
Services professionnels	77,73
Véhicules	59,69
Services financiers et d'assurances	49,72
Produits pharmaceutiques et santé	42,95
Nettoyage industriel	42,49
Équipements collectifs	38,23
Services d'ingénierie	30,29
Production et distribution d'électricité	22,15
Éducation	20,29
Épuration des eaux	18,18
Hébergement et services de conférence	17,93
Produits industriels	15,17
Produits divers ou accessoires	13,88
Électricité et éclairage	13,08
Mobilier	12,85
Chauffage, refroidissement et distribution	1,09
Matières premières et produits chimiques	10,64
Matériel et fournitures de bureau	10,27
Nettoyage	3,79
Articles publiés	3,06
Voyages	2,47
Fabrication	2,38
Outils	2,05
Matériaux en papier	1,59
Produits agricoles	0,93
<b>Total</b>	<b>2 406,33</b>



## Annexe II

## Dépenses stratégiques en biens et services, 2019-2021

(En dollars des États-Unis)

Gestion par catégorie	Valeur		
	2019	2020	Janvier-novembre 2021
Aviation et transports			
Services de transport aérien	438 400 657,77	350 176 799,63	281 707 293,83
Renseignement, surveillance et reconnaissance aéroportés	24 093 264,20	4 213 617,02	17 581 335,36
Appui aux aéroports et aux opérations aériennes	16 350 565,00	19 099 259,99	12 777 804,43
Expédition de marchandises et sous-traitance de services logistiques	111 081 522,54	114 214 466,57	120 055 878,99
Parc de véhicules	78 538 112,00	60 643 054,37	59 084 242,04
<b>Total partiel</b>	<b>668 464 121,51</b>	<b>548 347 197,58</b>	<b>491 206 554,65</b>
Appui institutionnel			
Services d'appui aux conférences et aux bureaux	83 947 278,98	58 028 904,11	62 780 254,42
Services financiers	53 946 046,39	65 842 759,18	47 292 141,96
Matériel et fournitures de bureau	15 711 943,38	12 888 617,85	9 456 848,57
Services professionnels	36 823 453,83	32 577 799,60	24 825 894,19
Services de recrutement et de formation	23 021 504,62	17 011 068,07	17 860 973,08
Services de gestion des voyages	219 909 979,23	56 816 084,16	13 880 819,68
<b>Total partiel</b>	<b>433 360 206,43</b>	<b>243 165 232,97</b>	<b>176 096 931,90</b>
Installations et infrastructures			
Hébergement	22 203 423,73	48 737 033,26	47 156 982,01
Conception technique et construction	281 217 143,60	289 978 590,59	287 952 451,82
Gestion des installations	111 297 298,99	109 973 224,03	96 660 190,50
Infrastructure horizontale	1 526 449,07	74 167,57	1 716 943,97
Mobilier d'intérieur	17 829 503,27	27 746 164,05	16 248 276,15
Production d'électricité	21 895 561,12	24 966 190,74	22 149 400,00
Location de biens immobiliers	140 258 540,44	133 277 810,34	118 121 882,59
Gestion des déchets solides	46 721 678,91	53 116 921,69	41 919 558,21
Traitement de l'eau et des eaux usées	23 383 425,78	8 971 057,57	15 286 215,98
<b>Total partiel</b>	<b>666 333 024,91</b>	<b>696 841 159,84</b>	<b>647 211 901,23</b>
Alimentation			
Services de restauration	308 769 155,78	363 603 359,68	282 054 236,74
Rations	1 099 994,85	1 866 107,11	1 188 804,76
<b>Total partiel</b>	<b>309 869 150,63</b>	<b>365 469 466,79</b>	<b>283 243 041,50</b>
Carburant			
Carburant	372 448 348,54	343 189 149,54	214 073 911,58
<b>Total partiel</b>	<b>372 448 348,54</b>	<b>343 189 149,54</b>	<b>214 073 911,58</b>

Gestion par catégorie	Valeur		
	2019	2020	Janvier-novembre 2021
Soins de santé			
Services de santé	16 838 331,49	25 391 183,61	20 842 031,54
Équipements et fournitures médicaux et dentaires	7 984 954,30	34 196 688,94	9 469 097,99
Produits pharmaceutiques	5 520 157,47	4 971 505,73	7 208 051,84
<b>Total partiel</b>	<b>30 343 443,26</b>	<b>64 559 378,28</b>	<b>37 519 181,37</b>
Informatique et communications			
Services de communication	175 910 519,38	155 850 519,19	130 877 007,90
Technologie et applications pour l'utilisateur final	118,662,356,12	123 864 088,23	98 488 370,63
Matériel de réseau et de stockage	82 122 068,19	69 247 315,96	63 257 022,27
<b>Total partiel</b>	<b>376 694 943,69</b>	<b>348 961 923,38</b>	<b>292 622 400,80</b>
Sécurité			
Systèmes de sécurité électroniques	1 496 675,60	988 420,53	650 377,97
Systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et systèmes de défense électronique	9 209 566,63	13 161 442,25	10 038 275,18
Infrastructure de sécurité physique	8 929 927,14	8 175 608,59	6 316 077,28
Services de sécurité	67 122 761,64	59 349 435,89	60 796 111,86
Sécurité et sûreté du personnel	11 469 136,41	13 308 875,29	11 578 940,52
<b>Total partiel</b>	<b>98 228 067,42</b>	<b>94 983 782,55</b>	<b>89 379 782,81</b>
<b>Total</b>	<b>2 955 741 306,39</b>	<b>2 705 517 290,93</b>	<b>2 231 353 705,84</b>

## Annexe III

## Résultats de la gestion de la performance, 2019-2021

<i>Réactivité en amont (points sur 100)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
58,34	58,44	58,4	57,06	57,12	56,51	55,72	56,56
<i>Fiabilité en amont (points sur 100)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
37,55	37,33	38,07	38,76	39,8	41,67	41,48	41,74
<i>Réactivité en aval (nombre moyen de jours)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
6,18	6,5	6,36	5,91	6,11	5,71	5,62	4,94
<i>Fiabilité en aval (points sur 100)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
36,39	36,7	37,84	39,94	41,49	42,34	43	42,24
<i>Efficacité des actifs (points sur 100)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
96,48	96,68	96,06	96,00	95,65	94,69	94,99	95,16
<i>Couverture des stocks (points sur 100)</i>							
<i>Quatrième trimestre de 2019</i>	<i>Premier trimestre de 2020</i>	<i>Deuxième trimestre de 2020</i>	<i>Troisième trimestre de 2020</i>	<i>Quatrième trimestre de 2020</i>	<i>Premier trimestre de 2021</i>	<i>Deuxième trimestre de 2021</i>	<i>Troisième trimestre de 2021</i>
41,86	42,84	52,12	49,11	40,27	40,26	40,34	40,66

## Annexe IV

## Activités de formation et de professionnalisation de la chaîne d'approvisionnement, 2019-2021

<i>Activité de formation</i>	<i>Modalité de formation</i>	<i>Public</i>	<i>Nombre d'apprenants</i>	<i>Informations supplémentaires</i>
École de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Plateforme d'apprentissage en ligne sous licence	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	367 (565 licences actives)	9 997 cours terminés ; une moyenne de 17 heures d'étude par personne
Planification et prévision de la demande	Formation en ligne avec instructeur pour la certification	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	20	Une session de 20 participants est prévue pour 2022
Certification SCOR-P (Supply Chain Operations Reference Professional)	Formation en ligne avec instructeur pour la certification	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	27	Une session de 23 participants est prévue pour 2022
Certification de professionnel de la chaîne d'approvisionnement	Formation à la certification en ligne, à son propre rythme et avec un instructeur	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	29	Formation continue ; l'examen final peut être passé jusqu'en mars 2022
Cours de formation préparatoire à la méthode PRINCE2	Formation en ligne avec instructeur pour la certification	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	86	Aucune information supplémentaire
Certification SAP (Systems Applications and Products in Data Processing)	Formation en ligne avec instructeur pour la certification	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	4	Le cours sera prolongé en 2022
Cours de formation en ligne aux achats	Plateforme d'apprentissage en ligne à accès libre pour la formation aux achats	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et organismes, fonds et programmes des Nations Unies	732	Relancé en tant que plateforme d'apprentissage en ligne avec des leçons adaptées au rythme de chacune et de chacun, 4 modules déjà mis à jour et 3 modules en cours de mise à jour ; 61 entités ; 2 868 cours terminés

<i>Activité de formation</i>	<i>Modalité de formation</i>	<i>Public</i>	<i>Nombre d'apprenants</i>	<i>Informations supplémentaires</i>
Diplôme de niveau 4 et diplôme supérieur de niveau 5 du Chartered Institute of Procurement and Supply	Formation à la certification en ligne à son propre rythme	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	484	Le public cible continue d'évoluer
Transport de marchandises dangereuses par air et par mer	Formation en personne avec instructeur	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	7	6 membres du personnel seront formés en 2022
Systèmes de gestion de la sécurité pour les compagnies aériennes	Formation en ligne avec instructeur pour la certification	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	4	4 membres du personnel seront formés en 2022

## Annexe V

### Points forts de la coopération interinstitutions, 2019-2021

<i>Service ou équipement</i>	<i>Chef de file</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Situation</i>
Informatique et communications, Produits	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Reçus
Véhicules	Service de l'appui à l'approvisionnement et Division des achats du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Programme des Nations Unies pour le développement	Procédure d'appel d'offres en cours
Projet de gestion par catégorie	Section de la gestion des programmes et de l'appui aux programmes du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Programme des Nations Unies pour l'environnement, Office des Nations Unies à Vienne et Office des Nations Unies à Genève	En cours
Suivi des véhicules	Groupe de l'approvisionnement et des transports du Service de l'appui à l'approvisionnement de la Division de la logistique du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Programme alimentaire mondial (PAM) et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Procédure d'appel d'offres en cours
Trousses de soins à domicile contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) pour le personnel des Nations Unies dans les lieux dépourvus d'installations médicales des Nations Unies	Section du soutien sanitaire du Service de l'appui à l'approvisionnement de la Division de la logistique du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Organisation mondiale de la Santé (OMS) et PAM	Livrées et en cours
Technologies géospatiales, informatique et télécommunications	Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications du Centre de services mondial	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie, Cour pénale internationale, Organisation internationale pour les migrations (OIM), UNICEF, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Fonds des Nations Unies pour la population, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et PAM	En cours

<i>Service ou équipement</i>	<i>Chef de file</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Situation</i>
Formation de spécialistes des achats	Division des achats du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Tous les membres du système des Nations Unies	En cours
Évacuations sanitaires liées à la COVID-19	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel	PAM, OMS et OIM	En cours
Tests d'amplification en chaîne par polymérase (PCR) sur le terrain	Section du soutien sanitaire du Service de l'appui à l'approvisionnement de la Division de la logistique du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Équipes de pays des Nations Unies	En cours
Vaccination contre la COVID-19	Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel	Tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies	En cours
Groupe consultatif technique de l'aviation des Nations Unies	Service du transport aérien de la Division de la logistique du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Organisation de l'aviation civile internationale et PAM	En cours
Sous-groupe de travail sur la gestion des fournisseurs, le respect du principe de diligence voulue à leur égard et la gestion des risques du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion	Service de la facilitation des opérations et de la communication du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Secrétariat des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Agence internationale de l'énergie atomique, UNOPS, Organisation panaméricaine de la santé, Organisation internationale du Travail (OIT), PAM, Programme des Nations Unies pour le développement et UNICEF	Dirigent le sous-groupe de travail
Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion	Service de la facilitation des opérations et de la communication et Division des achats du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	UNOPS, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, OMS, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Fonds monétaire international, OIT, Banque mondiale et OMS	Participent aux travaux de l'équipe spéciale d'investigation concernant les achats tenant compte du genre
Groupe de travail sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion	Service de la facilitation des opérations et de la communication et Division des achats du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Aucun	En cours